LA DÉFENSE

DES

VICTIMES POLITIQUES

*Bulletin hebdomadaire des Groupes d'Action contre la répression et la terreur*

DIRECTION :
55, rue du Fg-Montmartre, Paris-9e
*Téléph.* : Trudaine 77-41 / 77-42

On est prié de reproduire les articles et informations publiés ici.

Vendredi 10 septembre 1926.

SOMMAIRE DU N° 13.

# POLOGNE

## PERQUISITION AU DOMICILE DU DÉPUTÉ BALLIN

### Arrestation de sept personnes.

Hier soir, la police politique a procédé à une perquisition dans l'appartement du député du parti paysan indépendant Ballin. La police politique prétend que dans cet appartement existe le Comité de Défense des prisonniers politiques. La perquisition a duré quelques heures On a arrêté sept personnes présentes dans l'appartement privé du député Ballin, entre autres trois femmes. Comme résultat de la perquisition, la police a emmené quelques dossiers contenant divers matériaux, la correspondance, cachets, etc.

Tous les détenus ont été conduits sous escorte à la prison politique de l'Hôtel de Ville et mis à la disposition du juge d'instruction.

Le député Ballin a fait des démarches pour libérer les détenus.

(Nasz Przeglad, 3 septembre 1926.)

## SUPPLICES ET ATROCITÉS

Le député Balinsky, dans un article du journal « Rabotnik » raconte les supplices faits dans une maison d'arrêt au paysan Grégoire Dimnicz du village Kozan-Gorodok.

Le commissaire Richter a interrogé Dimnicz sur les circonstances de son cas. En présence du député, Zimnicz a raconté qu'après l'avoir affreusement battu, on l'a enfermé dans une pièce spéciale, où se trouvaient deux poêles chauffés à blanc (c'était en août), et qu'il y a été laissé pendant trois jours, complètement privé d'eau et ne recevant, par jour, qu'une demi-livre de pain sec.

Quelle a été la fin de l'enquête commencée par le commissaire Richter?

Richter fut remercié et, contre lui, une instruction est ouverte.

Le commandant de la maison d'arrêt à Kozan-Gorodok a reçu une mention flatteuse du bailli Zibulsky et a été élevé en fonction.

Dans cette même maison, un nouveau système de torture a été imaginé. Les paysans Thomas Luszcik, Jean Kratwin, Stephanie Panasewa, Sophie Kolisz, Théodor Antonovicz, Eudoxie Zimnicz et Chronie Rudovicz, tous saisis sur des soupçons insignifiants et ensuite relâchés, ont été soumis à l'interrogatoire à la nouvelle manière.

On leur mettait des cartouches entre les doigts et on leur serrait les mains. Ensuite, on leur faisait mettre les doigts entre les battants d'une porte et l'on fermait la porte fortement.

Le paysan Nikifor Bartniczuk, par ordre du commissaire Keydon, a subi la torture par le courant électrique. « Tu es communiste, ta vie ne vaut pas plus cher que la vie d'un chien », lui dit Keydon, « je vais te torturer jusqu'à la mort si tu n'avoues pas. »

Ce fait, confirmé par plusieurs témoins oculaires, a été porté à la connaissance du Séjm par les social-démocrates ukrainiens de la Pologne.

Le député Voitjuk a rapporté beaucoup de cas de perquisitions où des tracts ont été déposés chez des paysans étrangers à toute conspiration - à seule fin d'attraper de nouvelles victimes.

En outre, le député blanc-russien Taraszkevicz a dit dans son discours au Séjm :

« J'ai vu de mes yeux les supplices. J'ai vu comment on arrachait les ongles avec des pinces, comment on entrait des épingles sous les ongles, comment on mutilait les seins aux jeunes filles... Quand la sûreté a tué le communiste Voitovicz, son cadavre est resté trois jours dans la rue : la garde-frontière se disputait avec la sûreté sur la question de savoir qui devait l'enlever. »

## LA PERSÉCUTION DES COMITÉS DE LUTTE POUR L'AMNISTIE

D'après les dernières communications, la police et les agents de la sûreté à Lodz ont subitement attaqué la maison de la société locale des libres-penseurs, où avait lieu une réunion des représentants des syndicats et de diverses organisations sociales. On discutait sur la question de la constitution d'un comité de lutte pour l'amnistie. La réunion fut dissoute.

## LA CAMPAGNE POUR L'AMNISTIE DEVIENT DE PLUS EN PLUS LARGE

L'aile gauche qui s'est récemment séparée du P.P.S. a communiqué au « Comité central Apolitique de Lutte pour l'Amnistie » qu'elle était décidée à déléguer son représentant au secrétariat afin de soutenir et d'intensifier la campagne dans tout le pays.

A Cracovie, Lemberg et Kelfy se sont organisés des comités de lutte pour l'amnistie. Prochainement, des organisations de lutte seront constituées à Czenstochov et à Wilno.

## DES PROTESTATIONS CONTRE L'AMNISTIE INCOMPLÈTE

A propos de la déclaration du premier ministre Bartel que le gouvernement prépare un projet d'amnistie, le Secrétariat apolitique, qui s'occupe de la question de la délivrance des détenus politiques, a adressé aux travailleurs un appel :

« D'après la déclaration faite par le gouvernement, les détenus seront obligés d'adresser des demandes spéciales aux autorités. C'est le vieux système tsariste. Pour humilier les révolutionnaires, on les avait forcés de prier le tsar de leur accorder la rémission.

« Telle est la réponse du gouvernement aux masses polonaises, ukrainiennes et blanc-russiennes, qui demandent l'amnistie pour tous ceux qui subissent des supplices pour la cause ouvrière et paysanne.

« Il y a onze semaines que le nouveau gouvernement a pris le pouvoir. Les masses sont toujours affamées, toujours opprimées par l'appareil d'un Etat policier. Ne vous laissez pas tromper par des grandes phrases « d'amnistie ». Que la réponse à notre appel soit le cri de tout le pays pour l'amnistie générale pour les détenus politiques ! »

## TOUJOURS LA PROVOCATION

Tandis que les prisonniers, arrêtés en avril 1925 sur le terrain de l'Ukraine occidentale, refusaient depuis neuf jours toute nourriture, afin d'obtenir leurs actes d'accusation, le 9 août devait avoir lieu devant le tribunal de Wilna un procès contre les prisonniers, arrêtés en même temps que les précédents et pour des délits pareils en Russie blanche occidentale, et accusés, d'après les relations du fameux provocateur Jancewicz et des autres provocateurs, d'avoir organisé des bandes subversives.

Au début de la séance du tribunal, la défense révéla que parmi les aveux des agents de la Défensive qui servaient de base unique à l'accusation, se trouvent des rapports plusieurs fois répétés des mêmes agents, figurant sous des noms différents.

Il fut évident que le procureur avait fait transporter exprès la séance du tribunal de Nowogrodek à Wilna pour éluder l'ordre prescrit par la procédure juridique pour les témoins de paraître en personne pour faire leurs aveux devant les tribunaux. Pour les témoins qui habitent d'autres districts juridiques, la présence personnelle n'est pas obligatoire.

Sous l'impression de ce scandale inouï de l'accusation, le tribunal renvoya l'affaire, en obligeant tous les témoins de paraître la prochaine fois en personne et mit en liberté sept prisonniers sous caution.

Varsovie, 20 août. - Un nommé Joseph Chechko était depuis longtemps agent de la police secrète à Grodno. Sa principale occupation était de découvrir des communistes, surtout des membres du parti communiste de la Russie blanche. Cet homme de confiance est un maître-chanteur qui a pratiqué systématiquement le chantage en extorquant de grosses sommes aux personnes qu'il avait nommées communistes et qu'il menaçait de dénonciation. Enfin l'autorité à la solde de laquelle il était a dû l'arrêter tant le scandale était grand. Il fut accusé,

selon l'article 159 du code pénal, pour « fausses informations ». Questionné, à l'enquête, sur les raisons qui le poussaient à excercer, il répondit : « On doit vivre ! » Voilà la raison pour laquelle on livre, en Pologne, des gens innocents aux prisons et au bourreau. On doit vivre ! Chechko fut, provisoirement, mis en liberté.

La « Narodnaïa Sprawa », journal blanc-russe, ajoute : « Si l'on voulait incarcérer tous les camarades de Chechko, les « confidents » de la Défensive de nos régions, il faudrait tripler le nombre des prisons polonaises. »

Radom, 23 août. - Les ouvriers en cuir Salzmann, Enliker, Perlstein, Teinberg, Rubinstein et Rosen avaient été inculpés de haute trahison, conformément à l'article 102 du code tsariste. Après six mois de détention préventive a eu lieu le procès devant le tribunal régional de Radom.

Pendant les débats, le matériel fourni par la Défensive s'est disloqué - le « travail » des provocateurs n'étant pas assez soigneusement préparé - et on a dû acquitter les six ouvriers.

## SEPT MOIS DE PRISON POUR SON NOM

Varsovie, 23 août. - Une jeune fille, Sarah Kalodzinska, âgée de dix-neuf ans, est emprisonnée depuis sept mois à Grodno, sans autre raison que de porter le même nom qu'une communiste connue de la même ville. L'erreur étant devenue évidente pour les autorités, on refuse quand même sa mise en liberté. Ses parents qui sont dans la misère ont sacrifié presque toute leur fortune pour assurer sa défense. Les avocats n'ont obtenu aucun résultat.

Un gentleman dont elle avait fait la connaissance dans le chemin de fer et qui était agent de la Défensive après avoir appris son nom, l'a dénoncée.

### Des arrestations à Lodz...

Lodz, 28 août. - La police politique est entrée, hier, dans une maison de la rue Zgierska, où se tenait une séance illégale - évidemment communiste. On a arrêté dix-huit personnes des deux sexes, et confisqué une grande quantité de brochures, proclamations, appels et correspondances. Les arrêtés ont été mis à la disposition du parquet.

### ...Et à Varsovie

Varsovie, 29 août. - Avant-hier, la police politique a fait une perquisition au syndicat des ouvriers en bâtiments, 12, rue Ogrodowa. Elle y aurait trouvé de la littérature communiste. Dix-neuf personnes furent arrêtées.

## Le procès d'espionnage de Kattowitz

Le procès d'espionnage de Kattowitz s'est terminé le 22 août. L'accusé principal, Bogusz, a été condamné à cinq ans ; l'accusé Heinze, à deux ans et six mois de prison de rigueur.

## La police disperse une conférence Blarc-Russe

Grodno, 22 août. - Aujourd'hui, a commencé la conférence de la « Hromada » - association des paysans et ouvriers de la Russie blanche - qui avait été permise par le préfet. Celui-ci, aujourd'hui, retira la permission. Des agents, au nombre de cinquante ou soixante, cernèrent la salle et arrêtèrent tous les délégués présents, à peu près soixante, dont plusieurs députés. Tous - hors deux - furent, quelque temps après, mis en liberté. La conférence reste interdite.

## Nouvelles arrestations en masse

Varsovie, 25 août. - La police politique avait appris par ses « confidents » que l'organisation des Jeunesses communistes se préparait à célébrer la Journée internationale des Jeunes et qu'elle avait fait imprimer à cette occasion des appels, des pamphlets et des tracts. Elle procéda alors à des arrestations et des perquisitions. Cinquante jeunes gens ont été emprisonnés. D'après les journaux, on aurait trouvé chez eux 500 kilos de « littérature illégale ».

## Un collégien lithuanien arrêté

« Folkscajtung » du 25 août. - La police politique de Wilno a arrêté le jeune collégien lithuanien Druskis, sous l'inculpation d'avoir exercé l'espionnage en faveur de la Lithuanie et d'avoir entretenu des relations suspectes avec les autorités lithuaniennes.

## Condamnation

Varsovie, 20 août. - Ces jours-ci, à Sierky, a eu lieu le procès contre les quatre ouvriers Kopanewitch, Mindata, Fridmann et Sobol, accusés de propagande communiste. Les trois premiers furent condamnés à quatre ans de prison, l'ouvrier Sobol à deux ans de travaux forcés et privation de ses droits de citoyen.

# TOUJOURS LE DÉSESPOIR

« Folkscajtung » du 27 août. - Dans la prison de Kowel a éclaté une mutinerie des prisonniers. Ceux-ci se sont barricadés, puis ont brisé les vitres, renversé les poêles, arraché les planches du plancher, brûlé les paillasses, etc. Pendant ce temps, ils criaient et chantaient. On entendait le bruit au loin.

Bientôt arrivèrent plusieurs détachements de police,

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

le juge d'instruction et le procureur. Ils ont « tranquillisé » les prisonniers.

LE BRUIT DE LA TORTURE GÊNE LES DORMEURS...

Cracovie, 29 août. - Les habitants des maisons voisines des commissariats de police se plaignent des cris et des gémissements qui, surtout pendant la nuit, troublent leur repos.

Les habitants de la rue Starowislna préparent un memorandum au suprême pouvoir en mentionnant que les coups ne doivent pas être le seul moyen de l'enquête judiciaire... Ils ajoutent que la plupart des maltraités sont des personnes mineures.

## FRANCE

LES SOUFFRANCES DES DÉTENUS POLITIQUES EN TUNISIE

Nous avons sous les yeux une lettre émanant de plusieurs détenus politiques de Tunis d'où il ressort qu'ils n'ont jamais bénéficié du régime prévu pour eux.

Pendant plus d'un an, ces détenus condamnés au bannissement sont restés au droit commun et touchaient du pain noir. En décembre dernier, ils firent la grève de la faim pour obtenir du pain blanc mais, malgré les promesses faites à l'époque, l'alimentation n'a pas été améliorée.

Comme lit? Evidemment, une paillasse.

Comment en serait-il autrement?

Le directeur de la prison est un conservateur consommé, doublé d'un hypocrite raffiné et félin.

A chaque instant, il ne manque pas de rappeler aux prisonniers qu'ils sont entre « ses » mains et qu'il peut disposer d'eux selon son bon plaisir.

C'est ainsi que lorsque les indigènes firent la grève de la faim, en décembre dernier, il les fit mettre pendant quatre jours dans un cachot infect et dégoûtant, sans couverture ni natte, sous prétexte que cette manifestation violait le règlement (sic).

L'arbitraire de cet individu sans scrupules échauffe voire surexcite les cerveaux des détenus politiques.

Ces derniers sont bien disposés, s'ils n'ont pas satisfaction, à recourir encore à la grève de la faim.

Chaque fois qu'une réclamation surgit, chaque fois que des plaintes mille fois justifiées se font jour, une même réponse, aussi révoltante qu'invariable, éclate :

« Ici, nous sommes en Tunisie et il y a des lois spéciales (sic). »

C'est sous le couvert de cette affirmation qu'il saisit les brochures et les livres qui parviennent aux prisonniers.

Il justifie des actes aussi napoléoniens par des échappatoires de tous ordres et des explications qui n'expliquent rien.

Il arrête, sans appel possible, toutes publications qui heurtent ses sentiments de conservation sociale.

Il se livre à cette triste besogne, soi-disant en vertu d'un décret du premier ministre du bey.

Devant une aussi singulière traduction des libertés en faveur des détenus politiques, ces derniers viennent d'adresser à M. le Ministre de la Justice, directeur des services de l'intérieur, une lettre où ces pratiques médiévales sont dénoncées.

Nous croyons, vu son grand intérêt, devoir en donner la substance.

«Et d'abord, disent les détenus politiques de Tunis, pourquoi ne pas avoir le régime spécial accordé aux prisonniers de la catégorie? »

Ensuite, vient la question des repas.

Ces repas le plus souvent sommaires, mal préparés et en quantité dérisoire sinon ridicule.

Que demandent les détenus? Des aliments mangeables, substantiels, préparés proprement et suffisants à la nutrition.

Les détenus politiques de Tunis sont très étonnés de ne toucher que 500 grammes de pain, 100 grammes de viande et pas de vin, sous prétexte qu'ils sont en Tunisie.

Ils réclament avec force l'application stricte de la circulaire, fixant les quantités de vivres alloués aux prisonniers politiques et notamment :

700 grammes de pain blanc, 200 grammes de viande, un demi-litre de vin.

Les détenus politiques qui ne peuvent recevoir des visites qu'une heure par jour et en présence d'un gardien demandent le parloir sans gardien matin et soir.

En somme, le respect de la réglementation du régime politique.

Il n'est pas un esprit libre qui ne souscrira à ces vœux.

Ce n'est pas parce que telle prison se trouve sur la terre tunisienne qu'il faut faire ressusciter des pratiques à jamais condamnées par l'évolution moderne.

Tous les hommes de cœur, épris de liberté, doivent être à côté de ceux qui, là-bas, souffrent de par la volonté d'un individu.

## PORTUGAL

### LA CLASSE PAUVRE GÉMIT

Les travailleurs portugais sont dans une situation misérable. Le coût de la vie augmente de jour en jour, tandis que les salaires sont de plus en plus insuffisants, même aux besoins les plus élémentaires de la vie. Mais les forces les plus réactionnaires du Portugal ne sont pas encore contentes de la situation de semi-esclavage des travailleurs portugais. Les « forces vives » de ce pays qu'on peut considérer comme le germe du fascisme portugais, et qui groupent une bonne partie des indus-

triels du pays, veulent encore rendre plus misérables les conditions des travailleurs et se préparent à lui livrer bataille. Des jours très sombres se préparent pour le peuple laborieux portugais, d'autant plus que la situation économique et financière du Portugal est dans une fâcheuse posture.

En même temps, les jugements de classe ne manquent pas. José Pinto Ferreira, âgé de vingt ans, ouvrier du textile, a été condamné à vingt ans de réclusion, sous l'inculpation d'avoir commis un crime politique.

DANS LES COLONIES

Le régime de terreur et de répression existant dans les colonies portugaises est inouï. C'est ainsi que de plus en plus des petites révoltes éclatent dans ces pays, aussitôt réprimées très sévèrement. A Macao, la population a attaqué les troupes portugaises.

Le journal « O Seculo » écrit à ce sujet : « Si la situation en Chine s'aggrave, il est nécessaire que le gouvernement intervienne, pour assurer notre souveraineté dans cette colonie. Dans ce cas, le croiseur « Adamastor » et un autre navire chargé de matériel de guerre, se rendront dans cette colonie, en plus des forces de l'armée nécessaires pour maîtriser les rebelles... » Ainsi le gouvernement portugais, dont les colonies sont effectivement aux mains de l'Angleterre, s'apprête à étouffer par le sang et par le feu la juste colère qui gronde dans la colonie chinoise du Portugal.

Le Mozambique est une autre colonie, aux mains de puissantes sociétés anglaises, où la terreur et la répression la plus féroce est exercée sans relâche. Le triste sire qui domine dans cette colonie est Azevedo Coutinho, nommé par les indigènes « O Nero de Mozambique », dont les exploits sanglants, lors de la grève des cheminots de Lourenço-Marquez sont bien connus. A l'heure actuelle, il continue à s'acharner d'une façon sauvage contre les cheminots et la population entière qui, au moment de la grève, donna son plein appui aux grévistes.

## ESPAGNE

LES ÉVÉNEMENTS

Les nouvelles sur les derniers événements d'Espagne en montrent toute la gravité. La crise qui se dessinait depuis quelque temps se manifesta déjà au mois de juin, lors de la conspiration de quelques généraux ennemis de De Rivera. Maintenant nous sommes en présence d'un nouvel éclat, et plus retentissant et grave. Les mesures prises par le Directoire ne feront qu'accélérer la marche de cette crise, jusqu'au jour où le gouvernement tyrannique instauré par Primo sera tombé. Pour le moment, nous sommes en présence d'une lutte entre les juntes militaristes et le clan de Primo de Rivera. Mais le développement de cette lutte peut porter plus loin et

entraîner dans l'abîme la dynastie du « roi crétin », selon l'expression d'un poète castillan. La lutte élargirait encore davantage ses cadres, si le grand absent, le peuple, entrait dans l'action. Mais ce peuple, opprimé par des siècles, paraît encore absent, comme il le fut lors du coup d'Etat du 13 septembre 1923.

Le roi dégénéré, voyant brûler le torchon dans le pays qu'il opprime, voudrait sauver sa couronne compromise. Il voudrait se libérer de son premier ministre.

Le gouvernement de Primo et « del rey cretino » est haï par tout le peuple espagnol, qui a vu par centaines ses fils tués dans les rues de la Catalogne, ou monter sur les échafauds, ou gémir dans les sombres prisons inquisitoriales.

Mais il est profondément tragique de voir ce peuple, dont on connaît bien l'élan de révolte contre l'oppression, se taire, ne pas tirer parti des luttes intestines entre ses oppresseurs, pour les abattre, être absent dans la lutte et présent, hélas ! toujours présent, sur les échafauds et dans les prisons !

Mais, nous en sommes sûrs, le jour va s'approcher où, dans un élan impétueux, le peuple qui a vu et qui a souffert les tyrannies du sabre et du froc, saura gagner sa liberté.

## ITALIE

### DANS LES POSTES DE POLICE

Les arrestations de travailleurs en Italie se comptent par centaines. Le citoyen italien antifasciste n'est plus sûr de sa liberté, car le régime de l'arbitraire le plus honteux régit l'Italie depuis plusieurs années. Les postes de police et les casernes de la milice fasciste sont des véritables postes de torture.

Les arrêtés de Rome connaissent tous le haut fonctionnaire Quagliotti, véritable fauve humain honoré par le gouvernement à cause des tortures auxquelles il soumet tous ceux qui passent entre ses mains. Les moyens les plus brutaux sont employés par ce sbire pour arracher des aveux aux arrêtés. Les passages à tabac ne sont rien en comparaison des tortures que subissent les malheureux arrêtés. Ceux-ci sont souvent arrachés par les cheveux, frappés sauvagement à coups de cravache et à coups de genoux sur le ventre. Une fois évanouis, ils sont laissés dans un coin de la pièce, jusqu'à ce qu'ils reviennent. Ces scènes sauvages sont accompagnées de toute sorte d'insultes outrageantes envers la famille de l'arrêté et même... envers ses parents morts !

### LA RÉACTION SERRE DAVANTAGE LA VIS

La terreur et la réaction fasciste ne tendent pas à diminuer. Partout des raffles policières sont opérées au hasard, dans les milieux ouvriers. Dans les régions de Pesaro et Ancône un grand nombre de travailleurs ont été

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

arrêtés. Dans la région de Bologne également, un certain nombre d'arrestations ont été opérées, de même qu'à Oneglia, bien entendu, sans aucun motif plausible.

Dans quelques régions, le fascisme attaque même les organisations catholiques, quoique la politique du Vatican soutienne le fascisme. C'est ainsi qu'à Mantoue, l'organisation des boy-scouts catholiques vient d'être dissoute par décret préfectoral. La maison de l'archiprêtre de cette ville a été envahie par les fascistes « y faisant irruption comme dans un nid de faux monnayeurs », ainsi que s'exprime le prélat dans sa lettre de protestation au Directoire du Fascio de Mantoue. Dans cette lettre, l'archiprêtre, nullement doux envers les prolétaires, est obligé d'avouer que sa maison « n'a jamais subi de visites de ce genre, pas même au temps des drapeaux rouges, ce qui veut tout dire ». En effet les visiteurs fascistes, selon les mêmes termes de cette lettre ne sont que des « apaches ». C'est donc un prêtre qui parle, un confrère de ceux mêmes qui bénissent les bannières ensanglantées du fascisme, affublent le vieux dieu d'une chemise noire !

Si l'Eglise bénit les « têtes de mort », le gouvernement fasciste oblige les enfants des écoles à s'habiller en chemise noire. La « Feuille des ordres » du parti national fasciste, sous le titre : « Pour la préparation des jeunes », publie une ordonnance par laquelle, à l'occasion de « la nouvelle année scolaire, tous nos jeunes, dans toute l'Italie, doivent porter la chemise noire. »

La lutte du gouvernement contre l'opposition continue d'ailleurs son cours. Il paraît que le gouvernement vient de déclarer déchus de leur mandat les députés de l'ancien « Aventin » qui persisteront à s'abstenir aux séances de la Chambre. D'autre part, la « Feuille d'ordres » du parti fasciste se préoccupe des infiltrations maçonniques dans le parti dominant, et lance des menaces contre la franc-maçonnerie et contre certains des éléments qui vivent en marge du parti fasciste.

Le régime fasciste serrant la vis de la réaction fait accroître la haine des larges masses populaires contre la dictature odieuse et hâte le jour où elles secoueront les chaînes de la domination des chemises noires.

## ETATS-UNIS

### DEUX LETTRES DE VANZETTI

« L'Unita » publie deux lettres écrites par Barthélemy Vanzetti à sa sœur, en Italie. Les lettres sont datées du 26 juin, mais elles sont intéressantes, car elles montrent l'état d'esprit de ce vaillant lutteur, qui depuis plusieurs années souffre, avec Sacco dans les prisons d'une démocratie qui est la patrie de Lincoln et... des Sylock !

Voici quelques passages d'une des lettres de Vanzetti :

« Les preuves sont telles qu'on pourrait libérer les deux pires criminels du monde. Mais je ne compte pas là-dessus, car je sais qu'il s'agit de notre vie, et étant donné que nous dépendons du juge Thayer, ces preuves-là ne compteront pour rien du tout. »

Vanzetti parle alors d'une campagne faite par les journaux de Boston en faveur de la levée de la peine capitale dont sont frappés trois bandits américains vraiment coupables. A ce sujet, il écrit : « Aujourd'hui même, j'écrirai une lettre à Debs au sujet de ce qui arrive ici. »

Vanzetti s'étonne de la conspiration du silence de la presse conservatrice italienne, et il ajoute « qu'il n'aurait pas cru à une lâcheté semblable. Mais - il continue - cela ne fait rien. Mon cœur me dit que nous vaincrons, en dépit de tout et de tous. Nous nous reverrons sains et libres.

Dans la deuxième lettre datée du 11 juillet, Vanzetti écrit encore à sa sœur :

« L'agitation prend de plus en plus d'envergure. Les journaux bourgeois commencent à se montrer favorables. »

« Enfin, nos bourreaux ont peur et honte. En Argentine, la police doit protéger les touristes des Etats-Unis. Si l'agitation continue, si on agit, eh bien, nous pourrons être libérés sous peu.

« De France, d'Allemagne, d'Angleterre, de tous les pays du monde arrivent aux autorités américaines, des pétitions et des protestations en notre faveur. Donc, il paraît que les choses s'améliorent. »

## LE GAZ CONTRE DES GRÉVISTES

Au cours d'une grève générale du textile de Manville-Rhode-Island (Amérique) la police est intervenue en se servant de « gaz empoisonnés » et en « faisant feu » sur les manifestants, dont neuf ont été blessés grièvement.

Cette grève était menée par 1.800 ouvriers pour la question des salaires.

# PALESTINE

## SOUS LE SIGNE DU SIONISME

La Palestine a gardé toutes les acquisitions de l'ancien régime turc : les lois pénales du moyen âge, l'arbitraire administratif et les sombres prisons, dont la forteresse d'Aker (sur la Méditerranée) est une des plus célèbres. Les « civilisateurs », c'est-à-dire les Anglais et les sionistes, n'ont rien changé au code barbare ; ils y ont, au contraire, ajouté de nouveaux paragraphes, qui s'accordent bien avec les anciens. D'après ces lois, ils jugent et condamnent les travailleurs.

Sous le régime libéral de Lloyd Georges et de Herbert Samuel, on a, le 1er mai 1921, à Jaffa, ordonné un massacre, qui a coûté la vie à 40 juifs et à 20 arabes. De ce massacre, les « civilisateurs » accusèrent les communistes. La police organisa une orgie sanglante. Le système de provocation, de trahison, de détention, de torture et de dévastation eut de funestes conséquences : chômage et famine. Plus de 20 hommes furent expulsés du pays après avoir, pendant des mois entiers, subi des supplices horribles dans les prisons. En 1922-1923, la terreur continua. Les ouvriers détenus, dont le délit politique n'est pas prouvé, pouvaient être relâchés contre une rançon de 100-200 livres sterling. Ils restent en prison, car il leur manque la somme nécessaire. Sous le régime « socialiste » de MacDonald, le mal empira. Il provoqua, en 1924, les tristes événements apuliens, où des paysans arabes furent chassés de leur terre par les Anglais et les sionistes et il y eut, par suite, des victimes nombreuses du côté des arabes et du côté des juifs. La réaction triomphe de nouveau, et une terreur encore plus sauvage, plus inhumaine, s'établit. Un vieillard a été arrêté et torturé, car il n'a pas voulu dénoncer sa fille qui était persécutée par la police. Et « aucune protestation de la part des « socialistes », des « intellectuels » ! Pendant deux-trois mois, il y a eu 74 détentions, 90 mois de prison, 22 perquisitions, 13 expulsions, 10 procès, fermeture de 5 clubs, suppression de 11 éditions (ces chiffres-ci sont encore incomplets).

Le gouvernement conservateur de Baldwin n'a rien pu ajouter à ces infamies, il les a simplement complétées. En mai 1925, à Tel-Aviv, la police sioniste a arrêté 16 ouvriers juifs qui subirent la question, parce « qu'ils sont capables de crimes ». A Haifa, on a torturé quatre arabes. A Jaffa et à Jérusalem, il y a plus de 100 détenus - et en plus, s'ajoute la terreur économique contre les ouvriers qu'on considère comme révolutionnaires.

## DERNIÈRE HEURE.

Au moment de mettre sous presse, nous avons reçu de Varsovie le télégramme suivant :

« Dans la nuit du 5 courant, la police politique a envahi et perquisitionné ensuite les locaux du Parti Socialiste indépendant affilié à la IIe Internationale.

Les membres du comité exécutif du Parti ont été arrêtés. »

*Le gérant :* Simon André.

7694-9-26 — Imp. Parisiennes Réunies (Bourse de Commerce, E. Fuzat, imp.), 35, rue J.-J.-Rousseau, Paris.

IMPRIMÉS